

APPEL A CANDIDATURE

UN-E- CONSULTANT-E- chargé(e) d'e compléter une ETUDE sur l'IMPACT socio-économique de la CRISE COVID-19 sur les PERSONNES et GROUPES VULNERABLES et/ou DISCRIMINE(E)S

TERMES DE REFERENCE

Lieu	Tunis
Langues requises	Français et Arabe
Durée du contrat	Démarrage à la signature du contrat ; fin au 15 avril 2021
Nb. de jours de travail	33 h/jour
Commanditaire	Agence gestionnaire : HCDH

Structure/ Organisation :

Le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) des Nations-Unies en Tunisie

Sujet de la consultation :

Finalisation d'une analyse de l'impact socio-économique de la crise COVID-19 sur les personnes et groupes vulnérables et/ou discriminés

Contexte :

Apparu en Chine en décembre 2019, le virus COVID-19 a été officiellement constaté en Tunisie le 2 mars 2020. En réponse, le gouvernement tunisien a rapidement annoncé plusieurs plans d'accompagnement économique et mis en œuvre des mesures sociales pour atténuer les effets des restrictions de circulation sur la population et leurs impacts. Cependant, certains groupes n'ont pas forcément été inclus dans ces mesures tandis que les restrictions de mouvement n'ont pas manqué par ailleurs d'avoir des effets secondaires sur les droits humains de la population tunisienne en général et sur plusieurs groupes vulnérables et/ou discriminés en particulier. Ainsi, le confinement n'a pas seulement aggravé des situations déjà précaires ou difficiles mais en a également créé *de facto* de nouvelles.

« Leaving No One Behind – LNOB » ou « ne laisser personne de côté », est la promesse centrale et transformatrice de l'Agenda 2030 pour le développement durable et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD). En dépit de progrès dans la réalisation des aspirations du programme 2030, l'impact de la crise COVID-19 risque d'empêcher ou de stopper ce mouvement en accentuant l'exclusion multiforme et les inégalités multidimensionnelles que connaissait déjà la Tunisie.

Dans ce cadre, le HCDH-Tunisie a entrepris fin Aout 2020 jusque début janvier 2021 une étude LNOB censée évaluer l'impact des mesures socio-économiques prises pour faire face au COVID-19 sur ces groupes vulnérables et formuler des recommandations pour les politiques et plan de relance et de reconstruction post-COVID¹.

Cette consultation a pour objet de finaliser et de compléter cette Etude.

¹ Il a été entendu que cette étude est menée en parallèle/complément de l'identification et de la nomenclature des groupes vulnérables et/ou traditionnellement laissés pour compte, qui est prévue d'être menée par les agences des NU (dont le HCDH) avec le Bureau du Coordinateur-Résident,

APPEL A CANDIDATURE

Objectifs et Tâches demandées :

Analyser la prise en compte des groupes vulnérables/discriminés dans les politiques publiques sociales et économiques, notamment suite à la crise du COVID-19 et mesurer l'impact des mesures de gestion de la crise prises sur la jouissance des droits économiques et sociaux de ces groupes

Rédiger et formuler des recommandations qui serviront à la fois au gouvernement et au système des Nations Unies en Tunisie pour concevoir des mesures de « reconstruction » et de relèvement qui s'attaqueraient spécifiquement aux vulnérabilités et aux inégalités structurelles.

Les droits à prendre en compte sont le droit à la sécurité sociale, le droit au travail, le droit à la santé, le droit à l'eau, le droit à l'éducation, et le droit à un niveau de vie suffisant (notamment logement et alimentation).

Pour ce faire, il s'agira de compléter l'Etude entamée en Aout 2020, en :

- se basant sur une importante source documentaire déjà collectée (ie. Études et recherches conduites sur la situation en Tunisie, lignes directrices et recommandations du système des Nations Unies et des mécanismes internationaux droits de l'homme, Notes de monitoring du HCDH, etc.)
- se basant sur les entretiens effectués de Sept. à Déc. 2020 avec les agences UN et avec des représentants et membres de groupes discriminés et/ou vulnérables
- intégrant explicitement tout au long de l'analyse et de la rédaction une approche fondée sur les droits de l'homme

L'objectif final est d'obtenir une étude qui permettra de mener un plaidoyer pour que les groupes laissés pour compte et/ou vulnérables soient correctement intégrés dans toutes les analyses et plans de réponse pertinents dans le but d'une protection adéquate et des mesures opportunes prises pour atténuer l'impact socio-économique immédiat de la crise COVID-19 et, à plus long terme, de possibles autres chocs et crises.

Dates du contrat, délais d'exécution, calendrier des paiements :

Deux livrables sont attendus et sont à rendre (en français) :

- Livrable 1 : un rapport final « Etude LNOB Tunisie » qui inclut des recommandations
- Livrable 2 : une présentations PowerPoint des principaux résultats de l'Etude et de ses recommandations

Le contrat en rapport avec cette consultation débutera à sa signature, avec 33 jours de travail, et une fin de contrat au 15 Avril 2021

Le paiement se fera en une seule fois, à hauteur de 100% à la réception des deux livrables.

Profil recherché

- Titulaire, au minimum, d'un diplôme de Master en sciences économiques
- Expérience professionnelle de minimum de 10 ans dans le domaine de l'analyse, de la conception et du conseil-évaluation en matière de politiques sociales et économiques
- Expérience dans l'analyse des problématiques socio-économiques affectant les catégories de population les plus vulnérables en Tunisie;

APPEL A CANDIDATURE

- Connaissance des techniques d'enquêtes qualitatives et application pratique par des recherches conduites sur le terrain
- Expérience de rédaction de rapports et de conduite de travaux d'analyse et de recherche socio-économiques pour des organisations internationales ; l'expérience avec des agences du système des Nations Unies est un plus
- Expérience pratique de l'Analyse Basée sur les droits de l'homme ; capacité à lier des données sociales et économiques aux obligations et composantes des droits de l'homme, en particulier aux droits économiques, sociaux, et culturels ; Expérience de cette approche menée avec le HCDH est un plus
- Maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, PowerPoint...)
- Excellente maîtrise à l'écrit et l'oral de la langue française et arabe ; bonne maîtrise de l'Anglais nécessaire

Délai de réalisation de la consultation : 15 Avril 2021

Suivi / monitoring :

La supervision et la validation du travail seront assurées par le HCDH.

Dossier de candidature

La soumission doit être composée d'une offre technique et d'une offre financière.

1. Offre technique :

- un curriculum vitae ;
- une note de 1-2 pages maximum détaillant la démarche méthodologique qui sera suivie pour effectuer la mission décrite dans ces Termes de Références.

2. Offre financière :

L'offre financière doit contenir les frais financiers nécessaires au déroulement de la recherche (photocopies, etc..) qui doivent être intégrés car à la charge de l'expert(e).

3. Evaluation de l'offre :

L'évaluation fera l'objet d'une sélection au mieux disant sur la base de la grille de notation et en tenant compte de la pondération sur la note technique et financière respectivement de 70% et 30%.

L'évaluation de l'offre technique se fera comme suit :

Grille d'évaluation technique	100 pts
Education	10 pts
Master en sciences économiques : 3 pts Doctorat en sciences économiques : 7 pts Doctorat en sciences économiques axé sur les politiques sociales : 10 pts	
Expérience professionnelle pertinente	50 pts
Nombre d'années d'expériences dans le domaine de l'analyse, de la conception et du conseil-évaluation en matière de politiques sociales et économiques en Tunisie De 10 à 15 ans d'expérience : 2 pts De 16 ans à 20 ans d'expérience : 6 pts Plus de 20 ans d'expérience: 10 pts	10 pts
Expérience pratique de l'Approche Basée sur les droits de l'homme	15 pts

APPEL A CANDIDATURE

Pas d'application pratique: 0 pt Une application pratique et plus: 10 pt Une application pratique et plus, avec le HCDH: 15 pts	
Expérience de travaux d'analyse et de recherche socio-économiques pour des organisations internationales, notamment du système des Nations-Unies Moins de 5 expériences, hors NU: 2 pt Moins de 5 expériences, avec NU : 7 pt Plus de 5 expériences, hors NU : 5 pt Plus de 5 expériences, avec NU : 10 pt	10 pts
Expérience dans l'analyse des problématiques sociales et économiques des populations les plus vulnérables en Tunisie Moins de 2 expériences : 5 pt De 2 à 5 expériences : 10 pt Plus de 5 expériences : 15 pt	15 pts
Expérience et connaissance des techniques d'enquêtes qualitatives, appliquées au terrain Moins de 2 expériences : 0 pt De 2 à 5 expériences : 5 pt Plus de 5 expériences : 10 pt	10 pts
Compréhension de la mission	34 pts
Méthodologie et approche cohérente démontrant une bonne compréhension de la mission	34 pts
Maîtrise des langues de travail	6 pts
Maîtrise de l'Arabe et du Français : 4 pts Maîtrise de l'Anglais : 2 pts	6 Pts

L'évaluation de l'offre financière se fera comme suit :

Seules les propositions financières des candidatures retenues suite à l'évaluation technique avec un minimum de 70/100 points seront considérées pour l'évaluation financière.

Il est demandé au consultant de fournir son offre financière globale pour l'ensemble de la mission.

La proposition financière la moins disante (Fm) obtient un score financier (Sf) de 30 points. Les scores financiers (Sf) des autres offres sont établis de la manière suivante :

$$Sf = 30 \times Fm/F, F \text{ étant le montant de la proposition considérée.}$$

L'attribution finale se calculera comme suit :

Les poids respectifs attribués aux propositions technique et financière sont respectivement 70% et 30%.

La note finale S (correspondant au score technique et financier combiné) est calculée comme suit :

$$S = St \times 70\% + Sf \times 30\%, St \text{ étant le score technique.}$$

La note finale correspondra à la somme des 2 notes obtenues pour les critères considérés. A l'issue de l'analyse, les soumissionnaires seront classés par ordre décroissant de valeur en fonction de la note finale obtenue. Le soumissionnaire ayant obtenu le score technique et financier combiné (S) le plus élevé sera retenu pour l'exécution de la mission.

4. Adresse d'envoi :

Le dossier de candidature devra être adressé, **au plus tard le 23 février 2021**, avec la mention « *Etude LNOB bis du HCDH* » par email à : procurement.tn@undp.org